

## Les Etats-Unis se disent préoccupés par la tension préélectorale au Burundi

@rib News, 19/04/2015 - Source Xinhua Les Etats-Unis ont exprimé leur inquiétude, par la voix de leur mission diplomatique, face à la tension préélectorale au Burundi, appelant les parties concernées à faire preuve de retenue. "Les Etats-Unis appellent tous les parties prenantes dans les élections du Burundi à jouer un rôle constructif et pacifique dans le processus électoral et à s'abstenir de discours de haine, de violences et d'autres provocations qui augmentent le climat de peur et d'instabilité", indique un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis au Burundi.

Le Burundi tiendra une série d'élections du 26 mai au 24 août, avec l'élection présidentielle prévue le 26 juin. Dans un communiqué, les Etats-Unis invitent les forces de sécurité et de défense à assurer la sécurité avec "impartialité" pendant le processus électoral et à protéger les civils contre toute intimidation. Le gouvernement américain pourrait prendre des mesures, y compris "refus de visa", à l'encontre des auteurs des violences, selon le communiqué, tout en exhortant le gouvernement burundais à punir aussi les auteurs des violences selon la loi. Vendredi, une centaine de personnes auraient été arrêtées lors d'une manifestation à Bujumbura organisée par des partis d'opposition, qui se déclarent contre un troisième mandat pour le président sortant Pierre Nkurunziza. L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi (AAPRB), conclu en 2000 et qui a mis fin à la guerre civile burundaise, stipule que le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Mais les partisans du président Nkurunziza, arguant que ce dernier, élu en 2005 au suffrage universel indirect et réélu en 2010 au suffrage universel direct, a été élu au suffrage universel direct une seule fois et a droit à un autre mandat car il doit être élu pour la seconde fois au suffrage universel direct. Jusqu'à présent, M. Nkurunziza n'a pas annoncé sa candidature pour le scrutin présidentiel du 26 juin.